

« La CNT est un syndicat aspirant à la conquête du pouvoir par la CNT. Cela doit nécessairement conduire à une dictature sur le prolétariat par la direction de la CNT (capitalisme d'État) »

(«Die Rolle der CNT in der spanischen Revolution», *P.I.C.* (en allemand), déc. 1931).

Communisme des conseils et anarchisme

LES INTERNATIONALISTES HOLLANDAIS FACE AUX ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE (1936-1937)*

Bien qu'elle n'ait pas entraîné de crise majeure en son sein, la guerre civile en Espagne est une étape décisive de l'histoire du GIC. Elle est le banc d'essai de la théorie du groupe hollandais face à une guerre civile qui, malgré de puissants soubresauts révolutionnaires, vite étouffés par le Frente Popular «antifasciste», débouche sur la Deuxième guerre mondiale, qu'elle prépare.

Purement et simplement assimilé à l'anarchisme, le communisme des conseils hollandais se démarque vigoureusement de ce courant dont il proclame non seulement la faillite mais le passage dans le «camp bourgeois». Par ses prises de position sur la guerre en Espagne, le GIC se trouve défendre des analyses politiques sur la «révolution espagnole» très proches de celles de la Gauche communiste italienne en exil.

Les événements d'Espagne, enfin, donnent lieu à la dernière tentative du GIC, avant 1939, de se confronter au milieu révolutionnaire à gauche du trotskysme en Europe, un milieu très clairsemé.

C'est toujours avec une attention extrême que les Communistes internationalistes hollandais suivirent l'évolution de la situation en Espagne, depuis l'instauration de la République. En 1931, le GIC dénonçait non seulement la bourgeoisie républicaine, qui appuyait le parti socialiste de Largo Caballero, mais le mouvement anarchiste. La CNT, en effet, abandonnant sa vieille hostilité de «principe» à l'électoratisme, avait fait voter ses adhérents massivement pour les candidats républicains. Ne voyant plus dans la CNT une «composante du mouvement ouvrier», le GIC souligna que l'anarcho-syndicalisme espagnol avait franchi le Rubicon de la collaboration avec l'ordre bourgeois. La CNT était devenue «l'alliée de la bourgeoisie». Comme courant anarcho-syndicaliste, et donc partisan, du syndicalisme, l'action politique de la CNT ne pouvait conduire qu'au renforcement du capitalisme. Au cas où elle prendrait le pouvoir, elle ne pourrait ériger rien d'autre que le capitalisme d'État :

La CNT est un syndicat aspirant à la conquête du pouvoir par la CNT. Cela doit nécessairement conduire à une dictature sur le prolétariat par la direction de la CNT (capitalisme d'État)¹.

Le GIC déniait ainsi toute nature révolutionnaire au courant anarcho-syndicaliste espagnol. Comme syndicat, il ne pouvait mener qu'à la gestion de l'économie capitaliste et non à la destruction de l'État. C'est pourquoi toute tentative de «rénover» la CNT pour lui donner une orientation «révolutionnaire» était condamnée d'avance à

* Extrait du livre de Philippe Bourrinet, chap. IX : *La Gauche germano-hollandaise. Des origines à 1968*, éditions *moto proprio*, Paris, 2018. Prix : 30 euros. Précédente édition en anglais : *The Dutch and German Communist Left (1900-68)*, Brill, La Haye, déc. 2016.

¹ «Die Rolle der CNT in der spanischen Revolution», *P.I.C.* (en allemand), déc. 1931.

l'échec. Les tendances de gauche, avec la FAI de Durruti, ne constituaient qu'une tentative de faire revivre le cadavre du syndicalisme. Le GIC affirmait que «l'opposition anarchiste est une illusion trompeuse»².

Lorsque les élections du 16 février 1936 eurent donné le pouvoir aux partis du «Frente popular», le GIC dénonça le Front unique de tous les partis de gauche pour dévier la lutte de classe de son objectif propre : la formation d'un «*front de classe général des ouvriers*». Les ouvriers espagnols étaient «prisonniers du front unique». Ils ne pourraient retrouver leur autonomie qu'en livrant un combat sans merci contre «leur ennemi mortel» : les partis du Front unique, et par l'édification de leurs propres organes :

Ce ne sont pas les parlementaires qui doivent prendre le pouvoir en main, mais nous-mêmes, dans nos comités d'action, dans nos conseils ouvriers. C'est seulement comme pouvoir des conseils organisé que nous pourrions vaincre³.

Le 17 juillet 1936, le général Franco lançait, depuis le Maroc espagnol, un «pronunciamento» contre le gouvernement de la Seconde République. Contre la volonté du Front populaire, qui était tout prêt à s'entendre avec les militaires, les ouvriers de Barcelone et Madrid s'emparaient les armes à la main des casernes. Ils s'armaient et formaient des milices. Dans les villes et les campagnes, surtout en Catalogne, des «collectivisations» d'entreprises industrielles et agricoles étaient mises en place sous la direction du syndicat anarchiste; mais aussi du syndicat socialiste UGT. Mais les ouvriers n'avaient pas vraiment renversé le gouvernement bourgeois républicain : le gouvernement de la *Generalitat* de Catalogne subsistait avec l'appui du POUM et de la CNT. Des «comités ouvriers» avaient certes été créés un peu partout, mais ils étaient plus une cartellisation de différents partis et syndicats que de réels conseils ouvriers.

S'agissait-il réellement d'une révolution prolétarienne en marche par ses «collectivisations» et l'armement des ouvriers, ou bien d'une «révolution bourgeoise» à laquelle participaient les prolétaires espagnols comme force d'appoint, ou bien de soubresauts prolétariens déviés sur la voie du Front populaire et du combat militaire sur les fronts ? Fallait-il d'abord lutter sur le front militaire avant de lutter sur le front de classe contre le gouvernement républicain. Telles étaient les questions concrètes qui se posaient dans le camp révolutionnaire de l'époque.

Aux Pays-Bas, les groupes anarchistes et le RSAP trotskysant de Sneevliet donnaient leur appui critique au gouvernement de Front populaire dans la lutte contre Franco. Leur position était donc peu différente de celle adoptée en Espagne par le POUM et par la CNT, qui entraient alors dans le gouvernement du *Frente popular*.

Aux Pays-Bas, la question se posait de savoir si les groupes communistes des conseils allaient appuyer les «collectivisations» anarchistes et la CNT, dont les positions étaient antibolcheviques. Considérant que les tâches économiques du prolétariat étaient prioritaires par rapport aux tâches politiques de destruction de l'État capitaliste, on pouvait appréhender une certaine mollesse des communistes des conseils dans leur critique de l'anarcho-syndicalisme. Ce ne fut pas le cas.

Au moment des événements tragiques de mai 1937 à Barcelone, Paul Mattick, au nom des communistes de conseils aux USA, faisait une condamnation sans appel de la CNT et de l'anarchisme, pour trahison de la cause prolétarienne :

OUI, LA CNT A FAIT LE MAXIMUM POUR AIDER LA CONTRE-RÉVOLUTION DE VALENCE À BARCELONE ... les ouvriers révolutionnaires doivent réaliser que LES DIRIGEANTS ANARCHISTES EUX AUSSI, CES APPARATCHIKS DE LA CNT ET LA FAI, S'OPPOSENT AUX INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS, APPARTIENNENT AU CAMP ENNEMI. Unis au capitalisme, ils l'ont servi, et là où les phrases étaient impuissantes, la trahison était à l'ordre du jour. Demain, ils pourront tirer contre une révolte des travailleurs comme les

² Ibid.

³ «Verkiezing en eenheidsfront in Spanje», *P.I.C.* n° 3, février 1936.

bouchers « communistes » de la « caserne Karl Marx » l'ont fait aujourd'hui. La contre-révolution emprunte tous ses chemins de Franco à Santillan⁴.

Néanmoins, Paul Mattick en 1969, dans sa préface à la réédition des revues du communisme des conseils américain, affirma que les communistes des conseils furent « aux côtés des anarcho-syndicalistes », sans préciser lesquels :

La guerre civile antifasciste d'Espagne [...] trouva les communistes des conseils presque naturellement malgré leur orientation marxiste – au côté des anarcho-syndicalistes, même quand les circonstances forcèrent ces derniers à sacrifier leurs propres principes pour la lutte prolongée contre l'ennemi commun fasciste⁵.

Cela est inexact en ce qui concerne les communistes des conseils hollandais et américains (dont Paul Mattick). Ceux-ci, tout au long de la guerre civile espagnole, critiquèrent durement la politique officielle de l'anarchisme, se retrouvant par contre totalement au côté des dissidents anarchistes de mai 1937.

1. Les divergences des communistes des conseils hollandais

En 1936, le communisme des conseils des Pays-Bas était éparpillé en quatre groupes : à côté du GIC, on trouvait les deux groupes issus du KAPN : *De Arbeidersraad* (« Le Conseil ouvrier »), publié à Amsterdam, et le groupe conseilliste de La Haye⁶ qui publiait la revue *Proletariër*. À côté de ces trois groupes, se réclamant du marxisme, apparaissait un quatrième groupe, qui était une scission du GIC. Ce groupe publiait la revue *Discussie*, organe de « groupes ouvriers de gauche »⁷ « édité par des ouvriers de tendance anarchiste » et diffusé devant les bureaux de chômage. Ce groupe était en fait « anarcho-conseilliste ».

Le milieu communiste des conseils se retrouva divisé sur la question de l'Espagne. La situation espagnole érigea une frontière définitive entre le groupe *De Arbeidersraad* et les trois autres groupes. En effet l'ancien noyau fondateur du KAPN, en dépit de sa phraséologie sur le « pouvoir des conseils ouvriers », se retrouvait au côté du RSAP pour préconiser « l'unité antifasciste » et un soutien inconditionnel au POUM et à la FAI anarchiste⁸.

Les trois autres groupes étaient unis dans le rejet total du Frente popular et de l'unité antifasciste. Les divergences se situaient plutôt dans l'interprétation des événements révolutionnaires d'Espagne. Pour le groupe de La Haye – comme pour *Discussie* – il ne s'agissait que d'une « révolution bourgeoise », se déroulant contre le « système féodal ». Mais alors que différents groupes socialistes de gauche et anarchistes en tiraient la conclusion qu'il fallait « défendre la République contre le féodalisme », ces groupes mettaient en avant la nécessité de combattre la « révolution bourgeoise » pour la révolution prolétarienne. Cela n'allait pas sans ambiguïté de la part du groupe « *Discussie* » qui tout en affirmant que la « révolution bourgeoise conduisait au capitalisme d'État », soutenait que dans l'Espagne féodale il y avait seulement deux « groupes révolutionnaires » : « le prolétariat » et la « bourgeoisie ascendante » républicaine⁹.

⁴ *International Communist Correspondence* n° 7-8, Chicago, août 1937). Traduit de l'anglais par S. J. (<http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2011/01/25/20216094.html> : site web Spartacus). Les petites capitales ont été rajoutées par le réviseur (Ph.B.).

⁵ Reprint d'*International Council Correspondence, Living Marxism et New Essays*, Greenwood Reprint, New York, 1970.

⁶ Ce groupe, auquel appartenait Cajo Brendel – fondateur, avec Jaap Meulenkamp, du groupe *Daad en Gedachte* – avait d'abord publié la revue *De Radencommunist* en 1933. Il s'était véritablement constitué, comme groupe, en 1935. À la suite de *Proletariër*, parurent les cahiers *Proletarische Beschouwingen* (« Réflexions prolétariennes ») de 1936 à 1938. À cette date, Cajo Brendel collabora, à différentes revues, dont des revues anarchistes [*De Vrije Socialist*, avec Gerhard Rijnders (1876-1950), en 1938-1939], mais sans jamais renoncer à ses propres positions.

⁷ *Discussie*, « organe des groupements ouvriers de gauche ». Le premier numéro parut en 1934.

⁸ « Spanje ! », *De Arbeidersraad* n° 112, janvier-février 1937 : « Les ouvriers du POUM sacrifient leur vie dans la lutte contre le fascisme... ». Ce groupe appuyait la politique du POUM et insistait sur la nécessité d'une Alliance ouvrière, comme en 1934, entre les organisations antifascistes poumistes et cénétistes.

⁹ « De opstand in Spanje ! », *Discussie* n° 7, août 1936.

Le groupe conseilliste de La Haye avait une position beaucoup plus nette. Avec des prémisses fausses – les événements d’Espagne étaient dans la continuité des révolutions bourgeoises du XIX^e siècle – il aboutissait aux mêmes conclusions politiques. La guerre en Espagne était une lutte entre deux groupes de capitalistes. Les ouvriers, malgré leurs armes, restaient opprimés. Ils étaient prisonniers des milices, «organisations militaires bourgeoises». La tâche de l’heure n’était pas de lutter à l’intérieur de ces organismes, mais de les détruire de fond en comble. La position de *Proletariër* (l’organe du groupe) était celle du «défaitisme révolutionnaire» :

La lutte en Espagne entre le «gouvernement légal» et le «camp insurgé» n’est finalement nullement une lutte pour des idéaux, mais une lutte de groupes capitalistes déterminés qui se sont nichés dans la République bourgeoise contre d’autres groupes capitalistes. [...] Ce Cabinet espagnol ne se distingue en rien, sur le plan des principes, du cabinet de chiens sanglants Lerrooux, qui en 1934 fit abattre par milliers les prolétaires espagnols. [...] À présent, les ouvriers espagnols sont opprimés avec les armes à la main :

[...] les ouvriers sont envoyés au feu et ils sont harangués au front par les chefs socialistes avec les mots : «*défendre avec honneur notre révolution à l’arrière*», mais ils «oublent» de dire ici que la révolution était une révolution bourgeoise. [...] Le prolétariat se bat à l’intérieur d’organisations militaires bourgeoises, mais bientôt la décomposition, la putréfaction de ces organisations sera à l’ordre du jour. Leur destruction ne peut cependant se réaliser que si le prolétariat forme ses propres organisations. Cela signifie : l’organisation du prolétariat en lutte par lui-même, celle des conseils d’ouvriers et de soldats, devra bientôt, par l’avancée du mouvement, entrer en lutte avec celle de la bourgeoisie¹⁰.

Le GIC, quant à lui, chercha à établir une position plus cohérente. Son combat politique se déroula essentiellement en défense de la lutte des ouvriers espagnols, et contre l’anarchisme. Tout en étant très proche, dans ses analyses, de *Bilan* et du groupe *Proletariër*, le GIC apparaissait parfois divisé sur les réponses à donner. Laissant la parole à diverses interprétations de la situation espagnole, le GIC laissait s’exprimer des positions contradictoires dans sa revue (*P.I.C.*), qui manifestaient soit une indifférence devant le sort du prolétariat espagnol – il s’agissait d’une «révolution bourgeoise» – soit une conciliation avec l’analyse de groupes comme l’Union communiste ou la LCI de Belgique (cf. *infra*).

2. Les leçons tirées par le GIC des événements espagnols

2.1 Pas de ‘révolution bourgeoise’

De façon implicite, le GIC abandonnait l’analyse qui avait été exposée dans les «Thèses sur le bolchevisme» adoptées par l’ensemble du mouvement communiste des conseils. Ces Thèses (cf. chapitre VII) avaient soutenu que la Révolution russe était une révolution bourgeoise, en se soumettant aux aspirations des immenses masses paysannes d’un pays arriéré. L’Espagne étant encore un pays arriéré, devait-on en conclure que la seule révolution à l’ordre du jour serait bourgeoise et antiféodale ? que l’éclatement de l’insurrection de Barcelone de juillet 1936 s’inscrivait dans un contexte de révolutions bourgeoises en expansion ?

En réponse à différents groupes «conseillistes» qui défendaient cette conception, le GIC soulignait que seule la révolution prolétarienne était à l’ordre du jour en Espagne, tout comme d’ailleurs dans d’autres pays, même sous-développés :

L’époque où une telle révolution (bourgeoise) était possible est révolue. En 1848, on pouvait encore appliquer ce schéma, mais maintenant la situation a complètement changé. [...] Ce n’est plus du tout la lutte entre bourgeoisie montante et féodalisme qui prédomine partout, mais au contraire la lutte entre prolétariat et capital monopoliste¹¹.

¹⁰ «De beweging in Spanje», *Proletariër*, n° 2, 27 juillet 1936.

¹¹ «Lessen uit Spanje (Antwoord op discussie-artikel)», *P.I.C.*, n° 6, mars 1937. Néanmoins, pour Cajo Brendel et Henri Simon, en 1979, l’Espagne de 1936 ne pouvait connaître rien d’autre que la «révolution bourgeoise» : «*La Révolution espagnole ne pouvait prendre la forme classique de la Révolution française de 1789. Cette révolution «bourgeoise» doit être accomplie sans le support de la bourgeoisie et, dans un sens (sic), contre elle. La classe ouvrière devient, dans un sens (sic), l’exécutrice d’une révolution mort-née : même si elle est conduite par les travailleurs, cette*

L'article cité, qui était une réponse à une tendance existante au sein du GIC, notait qu'il était faux de parler de «féodalisme» en Espagne. Il existait une puissante bourgeoisie espagnole à la tête d'une production capitaliste, des deux côtés du front militaire :

En Espagne aussi domine depuis longtemps une puissante bourgeoisie. [...] C'est le capital monopoliste qui domine l'ensemble de la situation en Espagne. En Espagne, il existe une production capitaliste, pas seulement dans la Catalogne industrielle mais aussi dans les autres régions¹².

Parler de «révolution bourgeoise» créait donc des ambiguïtés dangereuses : «*Une telle position est fautive et dangereuse pour notre classe*»¹³. Si certains groupes «conseillistes» – avec un «esprit de classe» – décrivaient la guerre en Espagne comme une «révolution bourgeoise» antiprolétarienne, pour mieux dénoncer le Front populaire, des organisations de type social-démocrate ou stalinien employaient la même phraséologie pour appeler à une lutte «antiféodale» et donc «progressiste» sous le drapeau de la République bourgeoise. Et finalement la dichotomie faite entre un pseudo-féodalisme, appuyé par Franco et les puissances fascistes, et la «démocratie bourgeoise montante» aboutissait à la même opposition trompeuse entre «démocratie» et «fascisme».

2.2 'Front antifasciste' ou 'révolution prolétarienne' ?

Le GIC rejetait donc très nettement toute assimilation des événements d'Espagne à une lutte entre fascisme et démocratie. En juillet 1936, au début de la guerre civile, ne s'affrontaient pas deux fractions de la classe dominante («républicains» et «fascistes»), mais deux classes : la classe exploitée des ouvriers et paysans pauvres et toute la classe dominante, totalement réactionnaire :

La lutte qui depuis le 17 juillet fait rage en Espagne n'est pas une lutte entre fascisme et démocratie, ni une lutte entre gouvernement de Front populaire et militaires insurgés, c'est une lutte entre révolution et contre-révolution espagnoles, entre, d'un côté, les ouvriers de l'industrie et de la campagne soutenus par les paysans appauvris, et, de l'autre côté, toutes les forces réactionnaires de la noblesse, du clergé et de la bourgeoisie¹⁴.

En juillet 1936, il n'y avait aucun doute possible pour le GIC : les prodromes d'une révolution prolétarienne en Espagne étaient bien présents. La force du prolétariat révolutionnaire avait été directement proportionnelle à l'impuissance du Frente popular face au pronunciamiento : l'insurrection avait balayé en quelques heures le corps des officiers et la Guardia civil. Il ne faisait aucun doute, pour le GIC, que face aux ouvriers insurgés se manifestait pleinement la solidarité des fractions de la bourgeoisie (monarchistes, républicains, fascistes). Plus la lutte des ouvriers serait orientée dans le sens révolutionnaire, plus se manifesterait au grand jour l'unité de toute la bourgeoisie :

Plus le pouvoir des ouvriers menace la position du capital, plus grossit dans la même proportion chez la bourgeoisie le courant qui pousse le gouvernement de Front populaire à passer un compromis avec les fascistes pour abattre ensemble leur ennemi commun : le prolétariat révolutionnaire¹⁵.

Cette affirmation, à la lumière des faits, était plus que justifiée, comme le montre

révolution ne change pas de nature; elle a pour but d'éliminer les couches féodales et de permettre la croissance du capitalisme» (Brendel & Simon 1979).

Cajo Brendel, par contre, écrivit auparavant un livre très pertinent (en néerlandais) sur «révolution et contre-révolution en Espagne» (Brendel 1977).

¹² «Lessen uit Spanje (Antwoord op discussie-artikel)», *P.I.C.*, n° 6, mars 1937.

¹³ «Het anarchisme en de organisatie van de revolutie», *P.I.C.* n° 5, mars 1937.

¹⁴ «Klassenkampf in Spanien», *Räte-Korrespondenz*, n° 18/19, août 1936; *P.I.C.* août 1936 (en néerlandais).

¹⁵ Ibid.

l'étude de Burnett Bolloten¹⁶.

Au début des événements d'Espagne, le GIC eut tendance à plaquer sur ceux-ci les enseignements des révolutions russe et allemande, mais en gardant, néanmoins, une grande prudence d'analyse sur l'évolution de la situation.

2.3 Les leçons de Juillet 1936 en Espagne

Pour le GIC, les événements de Juillet 36 en Espagne étaient dans la lignée de la révolution prolétarienne russe. L'insurrection des ouvriers espagnols avait des similitudes avec cette «*période de la Révolution russe de juillet à octobre 1917, où les ouvriers, marins et paysans luttèrent contre les gardes blancs de Kornilov*»¹⁷. C'était affirmer que la révolution prolétarienne était bien en marche en Espagne, vers la prise du pouvoir, comme après juillet 1917. L'assimilation de Franco à Kornilov était non seulement erronée mais dangereuse¹⁸. Le GIC eut tendance – pendant quelques semaines du moins – à définir la lutte sur le front militaire comme une défense de la révolution en marche face aux «Blancs» de Franco, et non comme une lutte sur deux fronts : le front extérieur (le territoire aux mains de la contre-révolution franquiste) et le front intérieur contre la bourgeoisie républicaine. Cela signifiait que les conditions subjectives de la révolution prolétarienne en Espagne étaient présentes comme en Russie en 1917 : sortie d'un cours contre-révolutionnaire se traduisant par l'armement des ouvriers et la formation de conseils ouvriers.

Pour le GIC, ce sont les milices et les comités surgis des journées de juillet qui manifestaient la réalité de la révolution. Les milices étaient considérées comme le ferment de la dictature armée du prolétariat :

[...] aussi longtemps que cette milice domine encore la rue, le gouvernement ne peut prescrire ce qu'il veut : les ouvriers défendent leurs propres intérêts. Ils règlent l'ensemble de la production et de la distribution et prennent les mesures nécessaires à la poursuite de leur lutte, sans s'arrêter devant le droit de propriété bourgeois¹⁹.

Fasciné par les tâches économiques prises en charge par les milices et les comités, le GIC ne voyait guère leur rôle d'embrigadement sur le front militaire.

Mais, dans sa première prise de position, le GIC soulignait déjà les différences historiques entre l'Espagne de 1936 et la Russie et l'Allemagne de 1917-1918. Dans ce sens, leur position était assez proche de celle adoptée par les revues *Bilan* et *Prometeo*²⁰.

«*L'Espagne n'est pas une répétition de la Révolution russe*»

Le GIC notait que les rapports sociaux en Espagne, de par le poids numérique du prolétariat, se rapprochaient fortement de ceux d'Europe occidentale, en dépit de l'existence indéniable d'un fort secteur agricole. D'autre part, les événements révolutionnaires en Espagne se déroulaient dans un contexte différent : non pas au

¹⁶ Voir Bolloten 1977, p. 50-53, ainsi que Bolloten 2014. L'Espagne franquiste, isolée en 1946, par les résolutions de l'ONU hostiles au régime, chercha à nouer des contacts avec le gouvernement républicain en exil, pour le cas où... : «*Les premiers contacts s'établirent dès les premiers mois de l'installation du gouvernement Giral en France au mois de février 1946. Les services secrets républicains à l'intérieur de l'Espagne firent savoir à leur responsable au sein du gouvernement républicain, Vicente Santiago, que le chef du Deuxième Bureau et responsable du service d'espionnage franquiste pour la France, López Moreno, désirait s'entretenir avec lui pour rechercher un accord qui assurerait une future cohabitation*» (Vargas 2010).

¹⁷ «*Klassenkampf in Spanien*», *Räte-Korrespondenz*, n° 18/19, août 1936.

¹⁸ La comparaison de Franco à Kornilov a souvent été faite en 1936-37 par les trotskystes et même des groupes comme la LCI d'Adhémar Hennaut : «*Le ministère de Kérenski – à l'époque de Kornilov – comparé à celui de Caballero aujourd'hui – présente cette différence fondamentale : le premier est une dernière tentative du capitalisme pour éloigner l'attaque du prolétariat contre son État, contre son régime; celui de Caballero représente la forme parachevée du plan du capitalisme pour éviter que se produise l'évolution de la lutte contre l'État capitaliste*» (*Bilan* n° 39, janvier-février 1937).

¹⁹ «*Klassenkampf in Spanien*», *Räte-Korrespondenz*, n° 18/19, août 1936. Voir l'étude d'Agustín Guillamón, *Les comités de défense de la CNT à Barcelone (1933-1938). Des cadres de défense aux comités révolutionnaires de quartier, aux patrouilles de contrôle et aux milices populaires*, Toulouse, Éditions Le Coquelicot, Cahiers du Coquelicot, n° 7, 2014.

²⁰ Voir Bourrinet 1999, chap. 5.

sortir d'une guerre, affaiblissant la bourgeoisie occidentale, mais à l'issue de la défaite de 1934 dans les Asturies. La révolution «pour autant qu'elle se déroule en Espagne» – souligne le GIC, qui se refuse de parler d'une 'révolution espagnole' –, aurait certes «bien plus qu'en Russie un caractère prolétarien, communiste», mais elle est impossible sans l'éclatement simultané de la révolution dans toute l'Europe. De ce point de vue, les conditions objectives, face à un capitalisme renforcé en 1936, se révèlent bien plus difficiles :

[...] les ouvriers espagnols n'ont pas affaire à une Europe occidentale affaiblie par la guerre, mais à un capitalisme qui est bien plus fort. La révolution prolétarienne en Espagne est seulement possible comme partie de la révolution dans toute l'Europe. [...] Une victoire du prolétariat en Espagne (d'après la conception trotskyste : instauration du socialisme dans un seul pays) est exclue aussi longtemps que dans le reste de l'Europe le capital demeure seigneur et maître, aussi longtemps que n'éclate pas partout la révolution²¹.

En Espagne, n'existaient pas de véritables conseils ouvriers. Les comités surgis en juillet 36, présentés comme de véritables conseils ouvriers, n'avaient rien à voir avec les soviets russes²². Ils s'apparentaient plutôt aux conseils ouvriers de novembre 1918 en Allemagne, par la mainmise rapide des organisations de gauche :

Les comités, en réalité, ne peuvent être encore considérés comme la représentation directe des ouvriers. Ils sont plutôt le résultat d'un compromis passé entre les directions des différentes organisations qui, de façon «démocratique», y ont reçu leur participation²³.

C'est pourquoi, il était inévitable que les ouvriers espagnols soient amenés à «*entrer en conflit avec ces comités ou une de ses parties*»²⁴.

La guerre civile en Espagne s'intégrait dans la guerre généralisée. Partant du contexte international, défavorable à la révolution, le GIC envisageait comme réelle possibilité que la guerre en Espagne débouchât rapidement sur la guerre mondiale, où le Frente popular jouerait le rôle d'agent actif de l'Union sacrée :

L'autre possibilité est que la guerre civile espagnole soit le signal de la guerre internationale. Dans ce cas, on combattrait sur le sol même de l'Espagne avec les troupes et les armes des grandes puissances impérialistes ennemies pour la domination de la Méditerranée et dans l'intérêt des États belligérants. [...] En cas de guerre, le Front populaire espagnol s'intégrera ouvertement dans le front de la guerre impérialiste²⁵.

2.4 Les 'tâches du prolétariat' en Espagne et en Europe

L'évolution de la situation en Espagne, avec le renforcement du gouvernement de Front populaire et l'intervention croissante des grandes puissances antagoniques, amenaient les communistes des conseils hollandais à prendre des positions plus tranchées. Et cela d'autant plus que des dissensions s'étaient fait jour.

Bien que les revues du GIC ne fussent pas explicites sur les dissensions internes, il apparaissait que deux minorités, plutôt informelles, s'opposaient à l'orientation du GIC.

La première minorité était constituée d'un militant du GIC²⁶ qui s'était engagé de son propre chef dans les Milices sur le front d'Aragon. Il s'agissait dans le GIC d'un cas isolé, mais il est symptomatique qu'aucune condamnation explicite de son engagement dans les Milices ne fut décidée.

Plus importante était la minorité qui, comme le groupe «*Proletariën*», analysait la «révolution espagnole» comme une révolution bourgeoise antiprolétarienne. Cette

²¹ Räte-Korrespondenz, n° 18/19, ibid.

²² «Brief uit Spanje», P.I.C. n° 9, juin 1937.

²³ Räte-Korrespondenz, n° 18/19, ibid.

²⁴ Ibid.

²⁵ Ibid.

²⁶ «Lessen uit Spanje (Diskussie artikel)», P.I.C., n° 3, février 1937.

minorité, qui était soit un groupe de militants soit un cercle proche du GIC²⁷ – le flou organisationnel du GIC ne permet pas de le déterminer – faisait un bilan lucide des leçons d'Espagne, mais avec une grille conseilliste. Elle constatait que «*la lutte (en Espagne) n'avait pas commencé comme une lutte pour la libération de la classe ouvrière*». Les ouvriers étaient devenus les alliés de la bourgeoisie républicaine, prisonniers du faux dilemme fascisme/démocratie, Il ne s'agissait plus d'une lutte classe contre classe, mais «d'une lutte de partis, lutte d'opinions, de groupements idéologiques» débouchant sur un conflit entre grandes puissances militaires. Ainsi les antagonismes de classe s'effaçaient entre bourgeoisie et prolétariat. La minorité en concluait que le combat des ouvriers contre le Front populaire était perdu d'avance. Plus aucun espoir n'était permis :

[...] la lutte en Espagne n'est pas et ne peut servir d'exemple pour en tirer les leçons pour la lutte de classe prolétarienne. [...] La lutte des ouvriers (espagnols) est une lutte sans espoir pour la préservation de la démocratie bourgeoise²⁸.

De façon très nette, le GIC se distançait de ces deux positions, qui dans les deux cas étaient «défaitistes». La première parce qu'elle conduisait à l'abandon de la lutte de classe contre le régime républicain, en proclamant que la tâche numéro 1 était la lutte contre Franco. La seconde parce qu'elle ne proposait aucun mot d'ordre de lutte contre le Front populaire²⁹ et aucune perspective révolutionnaire au prolétariat mondial en Espagne et en Europe. Conscient que le rassemblement des ouvriers espagnols derrière l'État républicain et les syndicats UGT et CNT menait à une défaite sanglante, le GIC mettait en avant la nécessité d'une lutte politique du prolétariat espagnol et international contre la bourgeoisie.

2.5 'La première tâche est la destruction de l'État'

Pour le GIC, il n'y avait aucun acquis de la «révolution espagnole» à défendre. L'instauration des 'milices' et la collectivisation anarchiste avaient laissé intact l'ancien appareil d'État de la bourgeoisie. En octobre 1936, les communistes des conseils hollandais dénonçaient les «milices» en tant que «parlement démocratique» de la bourgeoisie républicaine. Les collectivisations n'avaient eu d'autre effet que de renforcer le pouvoir de l'État, par l'entremise des syndicats :

[...] les entreprises (collectivisées) sont placées sous le contrôle des syndicats et travaillent pour les besoins militaires et les besoins de la population urbaine. De gestion autonome des ouvriers il n'est nullement question³⁰.

La première tâche du prolétariat en Espagne ne pouvait être que politique. Pour vaincre les «armées blanches» de Franco, les ouvriers espagnols devaient prioritairement briser de fond en comble l'appareil d'État républicain, en instaurant de véritables conseils ouvriers, seule forme authentique de pouvoir prolétarien :

Si les ouvriers veulent vraiment former un front de défense contre les Blancs, ils le peuvent à la seule condition de prendre en main par eux-mêmes le pouvoir politique, au lieu de le laisser aux mains d'un gouvernement de front populaire. Cela veut dire : la défense de la révolution est seulement possible sur la base de la dictature du prolétariat au moyen des conseils ouvriers, et non sur la base de la collaboration de tous les partis antifascistes. [...] L'anéantissement du vieil appareil d'État et l'exercice des fonctions centrales du pouvoir par les ouvriers eux-mêmes sont l'axe de la révolution prolétarienne³¹.

2.6 'Révolution prolétarienne dans chaque pays ?'

La Gauche hollandaise rejetait tout mot d'ordre d'intervention des puissances 'démocratiques' pour venir en 'aide' aux ouvriers espagnols. L'aide aux prolétaires ne

²⁷ «Lessen uit Spanje», *P.I.C.*, n° 6, mars 1937.

²⁸ «Lessen uit Spanje (Diskussie artikel)», *P.I.C.*, n° 3, février 1937.

²⁹ «Het anarcho-syndicalisme in de spaansche revolutie», *P.I.C.*, n° 16, octobre 1936.

³⁰ «Illustraties van de ontwikkeling in het revolutionaire Spanje», *P.I.C.* n° 17, novembre 1936.

³¹ «Het anarcho-syndicalisme in de spaansche revolutie», *P.I.C.*, n° 16, octobre 1936.

pouvait en aucun cas être d'ordre militaire. Toute aide militaire s'inscrivait dans la lutte de domination des puissances impérialistes rivales pour défendre leurs intérêts propres et «asphyxier la lutte de classe»³² en Espagne. Cette aide qui en apparence «sauvait les ouvriers espagnols» donnait le «coup de grâce» à la révolution. Le GIC constatait avec amertume que le «front de classe» s'était transformé sur les champs de bataille en front impérialiste :

La lutte en Espagne prend le caractère d'un conflit international entre les grandes puissances impérialistes. [...] Les armes modernes de l'étranger ont déplacé la lutte sur le terrain militaire et, en conséquence, le prolétariat espagnol a été soumis aux intérêts impérialistes, et avant tout aux intérêts russes³³.

La tâche de l'heure du prolétariat international était donc de «rendre impossible une intervention (impérialiste) en menant la lutte révolutionnaire contre sa propre bourgeoisie» :

C'est seulement en empruntant un tel chemin que le prolétariat international pourra en pratique manifester sa solidarité aux ouvriers espagnols³⁴.

Il est très frappant de voir que le GIC, viscéralement antiléniniste, reprenait la conception de Lénine en 1917 pour démontrer l'impossibilité d'une révolution dans un seul pays. Le GIC renouait avec la tradition de la Gauche hollandaise en 1917 : comme dans la Russie de 1917, il y aurait – si le prolétariat espagnol prenait le pouvoir – interdépendance entre les luttes révolutionnaires d'un pays déterminé et celles se déroulant dans le reste du monde :

'*Sans révolution mondiale, nous sommes perdus*', disait Lénine. Cela est tout particulièrement valable pour l'Espagne. [...] Le développement de la lutte en Espagne dépend de son développement dans le monde entier; mais l'inverse est tout aussi vrai. La révolution prolétarienne est internationale; la réaction également. Toute action du prolétariat espagnol trouvera un écho dans le reste du monde; et ici toute explosion de lutte de classe est un appui aux combattants prolétariens d'Espagne³⁵.

3. *Le GIC et le courant anarchiste*

À la différence des communistes des conseils germano-américains, qui gardèrent une attitude conciliante à l'égard de la CNT³⁶, le GIC mena une lutte politique sans compromis contre l'ensemble du courant anarchiste. Plus que le parti stalinien et le parti socialiste, qui s'étaient clairement intégrés à l'appareil d'État républicain bourgeois, la CNT apparut au GIC comme la principale force responsable de la défaite finale du prolétariat espagnol. Courant politique représentant naguère les ouvriers les plus combattifs, la CNT s'intégrait en 1936 dans l'Union sacrée des partis républicains.

La lecture de la presse du GIC montre que celui-ci attachait une importance plus grande à la critique du courant anarchiste qu'à celle du courant trotskyste. Non que cette dernière fût absente; mais elle était plus rare... et cependant non moins acérée, puisque le RSAP hollandais et les groupes trotskystes étaient dénoncés comme des agents du Frente popular, marchant finalement «*au côté de leur propre bourgeoisie*

³² «Lessen uit Spanje», *P.I.C.*, n° 6, mars 1937 : «*Cette lutte de classe est de plus en plus asphyxiée par l'intervention étrangère et les desseins des puissances impérialistes prédominant dans la guerre... En aucun cas ne triomphe la 'démocratie' bourgeoise, mais dans tous les cas s'exerce la dictature du grand capital sur les ouvriers*».

³³ «Der Anarchismus und die spanische Revolution», *Räte-Korrespondenz* n° 21, avril 1937. L'article de *Räte-Korrespondenz* semble avoir été écrit par Helmut Rudolf Wagner ou Paul Partos, des passages entiers provenant de plusieurs articles du *P.I.C.* Néanmoins, des additions furent insérées, qui ne correspondent pas à la vision du GIC sur l'anarchisme de gouvernement et la lutte sur les fronts militaires. Pál (Paul) Partos (1911-1964), un étudiant d'origine hongroise, devint à Berlin un ami proche de Karl Korsch. Il émigra en France en 1933 et collabora avec les groupes anarcho-syndicalistes espagnols. Durant la guerre civile, il travailla sur place pour la section de propagande à l'extérieur de la FAI. En mars 1939, à la chute de la République, il se réfugia à Londres et devint le curateur des archives de la CNT. Pour son itinéraire pendant la guerre, voir Meltzer 1996.

³⁴ «Klassenkampf in Spanien», *Räte-Korrespondenz* n° 18/19, *ibid.*

³⁵ «Revolution und Konterrevolution in Spanien», *Räte-Korrespondenz* n° 22, juillet 1936; *P.I.C.* n° 10, juin 1937 (néerlandais).

³⁶ Karl Korsch, proche collaborateur aux USA du groupe de Paul Mattick, se fit l'apôtre des collectivisations anarchistes en Espagne [«Economics and politics in revolutionary Spain», *Living Marxism* n° 3, mai 1938; «Collectivization in Spain», *Living Marxism* n° 6, avril 1939].

démocratique»³⁷. Mais compte tenu de l'existence d'un important milieu libertaire aux Pays-Bas, d'ailleurs très hétérogène sur la question espagnole, la presse du GIC donna la priorité à la lutte politique et théorique contre le courant anarchiste³⁸.

Jusqu'en mai 1937, le GIC fit une critique approfondie de la pratique même de l'anarcho-syndicalisme espagnol. Il dénonça l'appel de la CNT lancé aux ouvriers de reprendre le travail et de rejoindre les casernes. En s'intégrant bientôt dans le gouvernement antifasciste, en proclamant la priorité (et la supériorité !) de la lutte sur le front militaire, la CNT s'intégrait dans l'État³⁹. La «socialisation» anarchiste n'était rien d'autre, soulignait le GIC, que du capitalisme d'État, la production étant dirigée par les syndicats⁴⁰.

Les événements d'Espagne montraient, au bout du compte, la «banqueroute des conceptions anarcho-syndicalistes»⁴¹. La 'liberté pour tous', principe libertaire, se traduisait par la liberté pour tous les courants «antifascistes» ennemis de la révolution :

Leur conception de 'liberté pour tous les courants antifascistes', c'est la liberté pour les saboteurs de la révolution prolétarienne⁴².

Le rejet de la dictature du prolétariat par la CNT, corollaire du refus anarchiste de prendre le pouvoir, aboutissait finalement à ce que «(la CNT) interdise que les ouvriers prennent en main par eux-mêmes toutes les fonctions économiques et politiques de la société». Ce serait pour «exercer seule une dictature sur la classe ouvrière». Le refus anarchiste du «politique» métamorphosait en participation de la CNT au jeu politique bourgeois : élections, participation au front unique antifasciste. Comme «principe économique-politique», l'anarcho-syndicalisme *in fine* «conduisait à la défaite»⁴³.

Si le GIC proclamait la volonté révolutionnaire des ouvriers anarchistes, c'était pour mieux souligner combien la doctrine et la pratique anarchistes étaient étrangères au prolétariat. Resté marxiste, le GIC définissait le courant anarchiste comme non prolétarien, et petit-bourgeois. Le feu de l'épreuve espagnole amenait inévitablement les anarchistes dans le camp de la bourgeoisie. Les 'anti-étatistes' devenaient des partis de gouvernement pour «jouer en Espagne le rôle que les social-démocrates de gauche, les 'Indépendants' ont joué en Allemagne»⁴⁴.

Comme courant, l'anarcho-syndicalisme se situait désormais hors du camp prolétarien. Dans tous les pays, Pays-Bas inclus,

l'éclat affaibli de la révolution espagnole poussait une grande partie des anarchistes dans le camp de la bourgeoisie⁴⁵.

Désormais, la défaite du courant anarchiste serait «la condition de la marche en avant de la révolution»⁴⁶, afin d'éviter la défaite totale du prolétariat espagnol.

Les événements de Mai 37, à Barcelone, où les ouvriers s'affrontèrent les armes à la

³⁷ Räte-Korrespondenz n° 18/19, op. cit.

³⁸ Alors que la plupart des groupes importants aux Pays-Bas s'engageaient au côté de la CNT, des groupuscules anarchistes, comme le B.A.S. et l'I.A.M.V., faisaient de la propagande pacifiste, hostiles par principe à la violence et à l'utilisation des armes dans la lutte de classe [«Het nederlandse anarchisme tegenover de spaansche revolutie», P.I.C. n° 2, janvier 1937].

³⁹ L'intégration de la CNT à l'État républicain est théorisée par elle très rapidement : «L'entrée de la CNT au gouvernement central est un des événements les plus marquants de l'histoire politique de notre pays. À l'heure actuelle, le gouvernement en tant qu'instrument de contrôle des organes de l'État a cessé d'être une force d'oppression de la classe laborieuse, de même que l'État n'apparaît plus comme divisant la société en classes. Et tous deux cesseront d'autant plus d'opprimer le peuple que des membres de la CNT travailleront en leur sein» (Solidaridad obrera, 4 nov. 1936).

⁴⁰ Pour le GIC, l'existence du Conseil économique central et du Comité des milices, sur la base du front des partis de gauche, conduisait inévitablement au capitalisme d'État [«Het anarcho-syndicalisme in de spaansche revolutie», P.I.C. n° 16, octobre 1936].

⁴¹ P.I.C. n° 16, oct. 1936.

⁴² Ibid.

⁴³ Ibid.

⁴⁴ «Federatie van Anarchisten in Nederland», P.I.C. n° 12, août 1937.

⁴⁵ «Het nederlandse anarchisme tegenover de spaansche revolutie», P.I.C. n° 2, janvier 1937.

⁴⁶ Ibid.

main aux forces du Front populaire, validaient' pleinement l'analyse du GIC. L'appel lancé par les ministres anarchistes aux ouvriers de déposer les armes démontrait que

La CNT est un des principaux responsables de l'écrasement de l'insurrection, parce qu'elle démoralisa le prolétariat au moment même où il s'ébranlait contre la réaction démocratique⁴⁷.

Cette attitude de la CNT prouvait «la rupture définitive de cette organisation avec la lutte de classe révolutionnaire»⁴⁸. La contre-révolution des Noske espagnols – c'est ainsi que le GIC désignait socialistes et staliniens dans un tract international⁴⁹ – pouvait triompher.

Pour le GIC, l'attitude de l'anarchisme espagnol n'était pas une trahison; c'était l'aboutissement logique des principes mêmes de l'anarchisme. Il n'y avait donc pas eu trahison des principes anarchistes, comme le proclamèrent certains groupes se rangeant dans l'anarchisme 'critique' :

Le reproche fait par des anarchistes étrangers que la CNT aurait trahi ses principes anarchistes n'est pas valable. La CNT ne pouvait rien faire d'autre avec ses fondements étrangers à la réalité; elle devait se rattacher à l'une des forces en présence⁵⁰.

Le GIC, cependant, restait étrangement silencieux sur le groupe des «Amis de Durruti», qui condamnait la politique de la CNT et avait participé aux combats de Barcelone, au côté des insurgés, qu'ils fussent poumistes ou non.

En dépit de quelques hésitations initiales – mais de courte durée – sur la signification des milices, le GIC aboutissait à une position politique sur la guerre en Espagne très proche de celle de la Gauche communiste italienne. Comme cette dernière, le GIC proclama la nécessité première de détruire l'appareil d'État de l'Espagne républicaine afin d'instaurer la dictature des conseils ouvriers. Le GIC souligna – à contre-courant – que la seule aide au prolétariat espagnol se trouvait non dans l'intervention des bourgeoisies 'démocratiques' et dans la fourniture d'armes, mais dans l'éclatement de la lutte de classe dans tous les pays, afin de briser le tragique isolement des ouvriers espagnols.

L'attitude révolutionnaire intransigeante du GIC contrastait de façon éclatante avec celle des groupes trotskystes qui appelaient leurs militants à se battre sur les fronts militaires pour défendre la «démocratie» espagnole⁵¹. La position de groupes comme l'Union communiste en France et la Ligue des communistes internationalistes d'Adhémar Hennaut en Belgique – qui pourtant s'orientaient peu ou prou vers le communisme des conseils – ⁵² était bien plus proche de celle du trotskysme, voire du POUM, que du GIC. Ces deux organisations, tout comme la minorité de *Bilan* qui en fut exclue pour participation à la lutte militaire dans les Milices oscillaient entre trotskysme et 'conseillisme', sans suivre une quelconque cohérence politique.

La très grande fermeté du GIC dans la question espagnole s'accompagnait, néanmoins, d'un certain nombre d'ambiguïtés liées à sa conception de l'organisation. Celles-ci traduisaient le manque de cohésion et de cohérence du communisme de conseils.

⁴⁷ «Revolution und Konterrevolution in Spanien», *Räte-Korrespondenz*, n° 22, juin 1937.

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Tract de mai 1937 sur la guerre de classe en Espagne : «Klassenoorlog in Spanje», diffusé aux Pays-Bas et en Belgique par le GIC, le groupe «Proletenstemmen» (lié au GIC), la Ligue des communistes internationalistes (LCI) de Belgique et l'Union internationale des conseils ouvriers (Internationale Arbeiders-Raden-Vereeniging, ou IARV) des Flandres, conseilliste.

⁵⁰ «Revolution und Konterrevolution in Spanien», *Räte-Korrespondenz*, n° 22, juin 1937.

⁵¹ Cf. Trotsky, *La révolution espagnole (1930-1940)*, Éditions de Minuit, 1975 : «Renoncer à soutenir les armées républicaines, seuls peuvent le faire les poltrons et les traîtres, agents du fascisme» (p. 355). «Tout trotskyste en Espagne doit être un bon soldat du côté de la gauche» (p. 378). «Partout et toujours, là où les ouvriers révolutionnaires ne sont pas dans l'immédiat assez forts pour renverser le régime bourgeois, ils défendent, contre le fascisme, même la démocratie pourrissante, mais, surtout, ils défendent leurs propres positions à l'intérieur de la démocratie bourgeoise» (p. 431). «Dans la guerre civile espagnole, la question est : démocratie au fascisme» (p. 432).

⁵² Pour l'histoire de ces groupes, voir Bourrinet 1980 et 1999.

Ces ambiguïtés se traduisaient par la publication dans la presse du communisme des conseils de positions étrangères à la vision du GIC, sans commentaires ou critiques véritables. L'exemple de la publication par le «P.I.C.» (cf. *supra*) d'une lettre d'un membre du GIC engagé dans les 'milices' sur le front d'Aragon est typique. Aucun commentaire critique sur cette 'initiative' individuelle ne l'accompagnait. Il semblait que le GIC fuyait les débats de fond, de peur d'apparaître comme une organisation politique.

Se concevant comme une organisation informelle, ouverte, le GIC publia aussi sans commentaires des textes de l'Union communiste et de la LCI belge sur la question d'Espagne, sans aucune critique de ces groupes, sinon sur la question du parti⁵³. Il est vrai que cette publication était présentée comme une contribution à la discussion. Ce n'était pas le cas, lorsque le GIC publia dans la revue internationale en allemand – *Räte-Korrespondenz* – un texte, présenté comme une contribution du communisme des conseils international. Ce texte semblait émaner de l'ancien membre des Rote Kämpfer Helmut Wagner⁵⁴, qui travaillait avec le groupe de Paul Mattick, et faisait une critique acerbe de l'anarcho-syndicalisme espagnol, Mais en contradiction avec l'analyse du GIC, il proclamait :

Notre intention n'est pas de rendre les anarchistes responsables de l'évolution suivie par la lutte antifasciste et de son détournement vers une impasse bourgeoise⁵⁵.

Helmut Wagner défendait en fait un point de vue très proche de celui de l'Union communiste, en écrivant que les ouvriers espagnols ne devaient pas affaiblir les fronts militaires, mais d'abord accepter les armes de l'étranger, «pour sauver leurs vies» :

Les travailleurs espagnols ne peuvent pas se permettre de lutter effectivement contre les syndicats, car cela mènerait à une faillite complète sur les fronts militaires. Ils n'ont pas d'autre alternative : ils doivent lutter contre les fascistes pour sauver leurs vies; ils doivent accepter toute aide sans regarder d'où elle vient⁵⁶.

Il est vrai que l'article concluait :

Le caractère de la lutte révolutionnaire subit d'énormes transformations et au lieu de tendre vers le renversement de la bourgeoisie, il mène à la consolidation d'un nouvel ordre capitaliste⁵⁷.

4. Le GIC et la conférence internationale de Paris sur l'Espagne (mars 1937)

Le même manque de rigueur politique se retrouvait au même moment dans la participation du GIC, en mars 1937, à une conférence internationale de groupes plus proches du POUM et du trotskysme⁵⁸ que de la Gauche communiste internationale, dans la question espagnole. Cette conférence, qui se tint à Paris les 6 et 7 mars 1937⁵⁹, avait pour tâche de discuter de la situation en Espagne et de l'évolution

⁵³ Pour l'histoire de l'Union communiste, cf. Henry Chazé, *Militantisme et responsabilité* (Chazé 2004) et Roger 2017.

⁵⁴ Helmut Rudolf Wagner (1904-1989), né à Dresde, n'avait jamais été un communiste de gauche; il faisait partie de l'aile gauche du SPD. Avec Karl Schröder, Arthur Goldstein et Bernhard Reichenbach, il constitua la 'fraction' des Rote Kämpfer, il fut pour cela exclu du SPD en 1931. C'est lui qui rédigea les «Thèses sur le bolchevisme», probablement aidé par Karl Schröder. Exilé en Suisse, en 1934, et en contact avec le GIC, il publia à Zurich la revue *Der internationale Beobachter* (L'Observateur international), revue d'information du socialisme de gauche, et émigra aux USA en 1940. Il collabora aux revues communistes de conseils américaine et allemande pendant cette période. Devenu professeur d'université dans les années 50, il abandonna toute activité politique. Il fut l'assistant de l'Autrichien Alfred Schutz (1899-1959), professeur à la New York School for Social Research, un représentant de la phénoménologie sociale (Bourrinet 2017).

⁵⁵ *Räte-Korrespondenz* n° 21, avril 1937.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ Malgré ses critiques de Trotsky et du trotskysme, le GIC, groupe marxiste, se sentait plus proche de ce courant que de l'anarchisme. Alors qu'il proclamait le passage de l'anarchisme dans le 'camp bourgeois', le GIC reconnaissait alors dans le trotskysme un indéniable esprit révolutionnaire : «Parmi les courants qui exercent une influence sur les ouvriers d'esprit révolutionnaire, le trotskysme est véritablement le seul avec lequel on doit sérieusement débattre au niveau des principes» (*Radencommunisme*, n° 1, août 1938, «Trotski en het raden-communisme»). Le GIC, en dépit de ses désaccords avec ce dernier courant, publia un texte du Parti ouvrier internationaliste (POI) français, sur les grèves ouvrières de 1938 («Manifest der trotskisten», *P.I.C.* n° 3, mi 1938).

⁵⁹ Compte rendu dans le livre de Henry Chazé, *op. cit.*, Introduction. Cf. aussi la lettre de Hugo Oehler (1903-1983), qui participait à la conférence, adressée de Paris, le 7 mars 1937, à Streeter (Brandeis University, Goldfarb Library, Special Collection, n° 506844; Collection of documents, reports and communications relative to POUM activities during the Spanish Civil War, by Hugo Oehler and Russell Blackwell). Oehler donne une trentaine de participants, en moyenne, à la conférence de Paris. Il souhaitait constituer un regroupement avec le POUM et des groupes

internationale. Des invitations avaient été lancées aux groupes trotskystes officiels et au POUM, qui ne se déplacèrent pas. Finalement, en dehors de Gavril Miasnikov⁶⁰ qui ne représentait que lui-même, la conférence comprenait huit groupes, formant un ensemble hétéroclite :

- l'Union communiste (UC) de Henry Chazé (Gaston Davoust) en France, groupe issu du trotskysme⁶¹;
- la Ligue des communistes internationalistes (LCI) de Belgique, représentée par Adhémar Hennaut⁶²;
- le GIC des Pays-Bas représenté par Henk Canne Meijer;
- l'ex-minorité de la Gauche italienne, exclue en novembre 1936, représentée par Enrico Russo⁶³;
- le Cercle marxiste de Paris (groupe conseilleriste de Marcel Bayard)⁶⁴;
- le Groupe marxiste allemand, composé d'une vingtaine de membres, et représenté par le couple Ruth Fischer et Arkadi Maslow⁶⁵;
- la League for Revolutionary Workers Party (USA et Canada) de B.J. Field [pseudonyme de Max Gould (1900-1977)], issue du trotskysme, et représentée par le jeune William (Bill) Krehm (1913-2019) qui avait été emprisonné par les staliniens espagnols après mai 1937⁶⁶;
- la Revolutionary Workers League of U.S.A., dirigée par Hugo Oehler⁶⁷, issue elle aussi du trotskysme et proche du POUM⁶⁸.

Cette conférence montra une véritable hétérogénéité sur tous les points à l'ordre du jour. Si tous les groupes tombèrent d'accord sur «la marche à la guerre», ils se disputèrent sur la caractérisation de l'URSS. Le clivage se faisait sur cette question entre, d'un côté, le GIC, la LCI, l'Union communiste, le Cercle marxiste, et les autres groupes, mal détachés du trotskysme. Ceux-ci, sauf l'ex-minorité de *Bilan* – représentée par Enrico Russo mettaient en avant la nécessité d'une IV^e Internationale communiste. Leur perspective était de prendre contact avec le POUM et les groupes trotskystes, pour préparer une conférence commune.

Cette conférence se révéla rapidement un échec politique. Un «Bulletin de liaisons» devait sortir de la conférence. Il ne vit jamais le jour. De résolution commune, il ne fut jamais question. Le GIC devait noter cet échec, en soulignant que «les conditions pour le début d'une discussion internationale»⁶⁹ étaient absentes. Le seul résultat, qui apparut positif au GIC, fut l'établissement de contacts avec l'Union communiste,

trotskystes de gauche. Cet espoir fut vite déçu, faute d'une participation du POUM.

⁶⁰ Pour Gavril Miasnikov, voir Bourrinet 2002.

⁶¹ Pour Henry Chazé/Gaston Davoust, voir Camoin 1992.

⁶² Adhémar Hennaut (cf. article de Ph. B., in Dictionnaire Maitron en ligne).

⁶³ Enrico Russo (1895-1973), dit Candiani, fit partie de la fraction «bordiguiste» en France, jusqu'à sa rupture avec elle en 1937. Il commande en Espagne la colonne Lénine, des volontaires étrangers du POUM. À Paris, il s'intègre dans l'Union communiste de Chazé. Livré par les autorités de Vichy au gouvernement mussolinien, il est condamné à cinq années de prison. Libéré en 1943, il est nommé secrétaire de la Bourse du travail de Naples et membre du « PC de Montasanto». On le retrouvera plus tard membre du Parti social-démocrate italien, où il tente d'animer un courant dit de «gauche». Cf. l'article de Pierre Broué, «Le PC Italien, la guerre et la révolution», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 29, mars 1987.

⁶⁴ Marcel Bayard (1895-1956), mathématicien et ingénieur français, anima le Cercle marxiste de Paris, petit groupe d'étude d'orientation communiste des conseils. Bayard et son groupe rejoignirent l'Union communiste en 1936.

⁶⁵ Ruth Fischer (1895-1961), ancienne cheffe de l'opposition dite de gauche du KPD en 1924, exclue avec son compagnon Maslow en août 1926. Pendant les Procès de Moscou (Procès des 16), en août 1936, Ruth Fischer et Maslow furent condamnés à mort *in absentia*, comme «trotskystes» (Herbst & Weber 2008).

⁶⁶ William Krehm (1913-2019), trotskyste, fut l'un des 1.600 engagés volontaires canadiens dans les milices, dont celles du POUM. Il combattit dans la même unité du POUM qu'Eric Arthur Blair (*George Orwell*). Après mai 1937, il fut arrêté par la police stalinienne et passa trois mois en prison. Il en sortit à l'issue d'une grève de la faim. Il retourna alors au Canada et publia en décembre 1937 ou janvier 1938 une brochure de 56 pages intitulée : *Spain. Revolution and Counterrevolution*, Toronto, The League for a Revolutionary Workers' Party (<https://archive.org/details/SpainRevolutionAndCounter-revolution>). En août 1940, il était à Mexico quand Trotsky fut assassiné. Il fit partie de la garde d'honneur chargée de veiller sa dépouille mortelle. Il mourut au Canada en 2019 à l'âge de 106 ans !

⁶⁷ Hugo Oehler (1903-1983), organisateur du PC américain dans le Kansas devint trotskyste en rejoignant la Communist League of America, à laquelle appartenaient James Cannon, Max Shachtman et Martin Abern. Il organisa la grande grève des camionneurs de Minneapolis en 1934. Chargé par son groupe (le RWL) de prendre contact avec le POUM en Espagne, il fut témoin actif des journées de Mai 1937. Alors qu'il tentait de quitter le pays, il fut arrêté, accusé d'espionnage, mis au secret et finalement libéré. Il rompit avec Trotsky en 1937. *Barcelona Barricades. The first revolt of the proletariat against the capitalist people's front* est le témoignage qu'il écrivit dans le feu de l'action (<https://www.marxists.org/history/etol/document/spain/spain06.htm>).

⁶⁸ Pour l'itinéraire de ces groupes voir Bourrinet 1980 et 1999.

⁶⁹ «Die Pariser Konferenz», *Räte-Korrespondenz* n° 22, juillet 1937.

et surtout la LCI d'Adhémar Hennaut, de loin l'organisation la plus proche des Hollandais. Celle-ci qui au départ défendait l'idée de la nécessité d'un nouveau parti révolutionnaire fut de plus en plus influencée par le GIC, au point d'évoluer rapidement vers le communisme des conseils.

L'attitude ambiguë du GIC venait de son absence de réelle critique, sauf sur la question du parti⁷⁰, des positions de l'Union communiste et de la LCI à propos de la guerre en Espagne. Le GIC publia sans commentaires des textes de l'Union communiste et de la LCI; ces textes, écrits après mai 1937, montraient certes – sous la pression des événements de Barcelone – des positions très voisines de celles du GIC. Mais celui-ci ne tenait guère à favoriser un regroupement avec ces groupes. Un tel regroupement aurait mis fin à la pratique des «groupes de travail» autonomes.

Finalement, les événements d'Espagne laissèrent le GIC dans un quasi-isolement. La disparition après juillet 1937 de *Räte-Korrespondenz*, seule revue théorique du GIC en allemand, exprimait l'isolement international des communistes internationalistes hollandais, dont les liens avec le groupe américain de Mattick s'étaient réduits à leur plus simple expression.

La seule organisation avec laquelle le GIC aurait pu nouer des liens politiques, en raison de leur position proche sur les événements d'Espagne, était la Gauche communiste italienne⁷¹. La vision déjà «conseilliste» du GIC sur la question de l'organisation limita les échanges politiques.

Les événements d'Espagne furent en quelque sorte un banc d'essai pour le GIC. Il ne s'orienta ni vers le trotskysme ni vers l'anarchisme, mais conserva un internationalisme intransigeant, celui du communisme des conseils⁷².

⁷⁰ À partir de 1938, la LCI de Hennaut fut de plus en plus influencée par les positions du GIC, dont elle publia de nombreux articles et même des brochures, en flamand, dans son *Bulletin*.

⁷¹ La seule polémique de fond contre le GIC et l'IARV de Gand (conseilliste) se trouve dans *Communisme* n° 21, décembre 1938. L'organe de la Fraction belge bordiguiste, liée à la Fraction italienne autour de *Bilan*, dénonçait la 'conception négative sur le parti' propagée par la GIC et l'IARV : «Le GIC et l'IARV apportent une nouvelle preuve que l'on peut parfaitement manifester la volonté de combattre l'opportunisme et les dangers de trahison et verser quand même dans le pire empirisme opportuniste» dans la conception de l'organisation. *Communisme* voyait dans les positions du GIC de nettes concessions à l'anarchisme : «Avec leurs formulations équivoques, les camarades du GIC donnent la nette impression d'avoir hérité des conceptions antiétatiques, antigouvernementales, anticentralistes, qui sont bien l'apanage de l'anarchisme mais ne peuvent être celui des communistes». Répondant au GIC, la fraction belge soulignait que «...la dégénérescence et la trahison du parti ne s'inscrivent pas contre sa nécessité, au contraire». Cependant, notait-elle, bien qu'il s'en défendît, le GIC et son dioscure belge proposaient en fait une forme d'organisation de type parti, mais abâtardie : «Il s'agit bien là, nous semble-t-il, d'une fonction et d'une activité de parti, et les organismes en question ne font pratiquement pas autre chose que de proposer des solutions aux masses, mais par un retour à des méthodes rejetées depuis longtemps par l'expérience ouvrière». Finalement le «conseillisme» se poserait comme extérieur au prolétariat : «Somme toute, l'avant-garde se posera en simple 'conseillère' des masses. Elle ne s'identifiera pas avec le prolétariat, mais lui sera juxtaposée». On notera que cette critique adressée au GIC était fraternelle et nuancée. On est très loin du très grand sectarisme manifesté par le courant de Bordiga après 1952 à l'égard de tout groupe politique situé dans le milieu révolutionnaire à gauche du trotskysme.

⁷² Du groupe conseiliste de La Haye, un élément comme Marinus Paulus (Rinus) Pilgrom (1902-1960), alias *Nico*, devint anarchiste, membre des «Vrije groepen» d'Amsterdam. Il adhéra finalement pendant la guerre au C.R.M. trotskyste (Wim Bot 1986, p. 28). Cajo Brendel écrivit, mais sans aucunement y adhérer, dans le journal anarchiste *De Vrije arbeider* de A. L. Constandze (1899-1984), chef de la Fédération anarchiste, qui en 1937 regroupa tous les groupes anarchistes. Constandze vira vers l'antifascisme pendant la guerre (cf. *De Gids*, 6 juillet 1969).